

M. Woolliams: Monsieur l'Orateur . . .

M. l'Orateur: A l'ordre. Je vais accorder la parole au député de Calgary-Nord, qui veut poser une question supplémentaire. Toutes les questions posées ce soir seront des questions supplémentaires, car suivant l'ordre de la Chambre, durant les six ou sept prochaines minutes, les députés peuvent poser des questions sur la déclaration du ministre et je tâcherai de donner la parole à autant de représentants que possible. Nous devrions peut-être essayer de limiter le nombre des questions supplémentaires posées par chaque député.

M. Woolliams: Monsieur l'Orateur, le ministre consent-il à expliquer au pays et à la Chambre pourquoi la décision de continuer n'a pas été prise en 1969, lorsque les représentants de ce secteur d'activités se sont réunis avec le gouvernement et ont déclaré qu'afin de garantir la sécurité d'approvisionnement en pétrole brut, particulièrement pour la région de Montréal et l'Est du Canada, on devrait construire un pipe-line. Je pose cette question étant donné que le gouvernement savait que la politique pétrolière nationale, que les ministériels aiment bien critiquer, datait de 1961, mais qu'ils l'ont maintenue pendant dix ans. Pourquoi attendons-nous maintenant, en pleine crise, alors qu'il n'y a pas de pénurie d'énergie au Canada? S'agissait-il de temporisation de la part du gouvernement?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, comme le député le sait très bien, jusqu'au début de cette année, le prix du pétrole brut de l'Ouest était très élevé pour le consommateur sur le marché de Montréal . . .

M. Bawden: Combien?

M. Macdonald (Rosedale): Ce prix aurait été payé si l'on avait suivi leur proposition.

[Français]

L'OCTROI ÉVENTUEL PAR LE MINISTÈRE DU BIEN-ÊTRE SOCIAL DE SUBVENTIONS AUX SOCIÉTÉS PÉTROLIÈRES MULTINATIONALES

M. Jean-Marie Boisvert (Drummond): Monsieur le président, je désire poser une question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

J'aimerais savoir s'il entend recommander au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social l'octroi de subventions aux sociétés pétrolières multinationales, étant donné les pertes qu'elles vont subir.

[Traduction]

LE PÉTROLE—LES BESOINS DES TROUPES CANADIENNES À L'ÉTRANGER

M. Allan B. McKinnon (Victoria): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources ou au ministre de la Défense nationale. Tout au long de la déclaration qu'il a faite cet après-midi, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a fait allusion à la diminution des importations de pétrole et aux difficultés d'approvisionnement en pétrole, mais à la page 6 de sa déclaration, il a dit «afin de diminuer fortement les quantités de combustible nécessaires» le ministre de la Défense nationale va imposer des restrictions «au Canada comme à l'étranger.» Je suis curieux de savoir en quoi la diminution de la consommation de combustible à l'étranger va améliorer la situation ici. J'aimerais avoir l'assurance qu'une partie des petites réserves de pétrole canadiennes n'ira pas au Moyen-Orient.

Questions orales

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Je peux donner cette garantie, monsieur l'Orateur.

LE PIPE-LINE VERS MONTRÉAL—LES NÉGOCIATIONS AVEC INTERPROVINCIAL PIPE LINE—LES ACHATS DE PÉTROLE PAR LA CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE

M. Harvie Andre (Calgary-Centre): Monsieur l'Orateur, en ce qui concerne le pipe-line de Montréal, le gouvernement est-il arrivé à une décision, un accord ou une entente avec Interprovincial Pipe Line?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Pas encore, monsieur l'Orateur, mais comme je l'ai dit, un certain nombre de questions importantes sont en cours de discussion actuellement, notamment en ce qui concerne le financement.

M. Andre: Autre question supplémentaire, à propos de l'approvisionnement en pétrole brut au moyen d'achats que le gouvernement aurait faits et auxquels le ministre a fait allusion. Combien de pétrole la corporation commerciale canadienne a-t-elle acheté, à quel prix, et quand sera-t-il livré?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, cela relève de mon collègue, le ministre des Approvisionnements et des Services. Pour autant que je m'en souviens une quantité très importante de pétrole a été achetée qui doit être payée aux dates de livraison et cela au cours de l'hiver. Je pense que le député devra s'adresser au ministre pour obtenir des détails sur cette question.

● (2040)

LE TRANSPORT DU PÉTROLE PAR CAMIONS DANS L'ONTARIO SEPTENTRIONAL

M. Arnold Peters (Timiskaming): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre. Au sujet de l'utilisation des véhicules de transport commerciaux sur les grandes routes, le ministre va-t-il demander à ses fonctionnaires de tenir compte des difficultés relatives aux plaques d'immatriculation PCV en Ontario et du fait que tous les véhicules de transport sortant du nord de l'Ontario partent chargés et reviennent vides? On pourrait réaliser une économie de 100 p. 100 environ pour la plus grande partie du trafic à destination ou en provenance du nord de l'Ontario.

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, la suggestion est utile et je l'examinerai volontiers.

L'APPROVISIONNEMENT DU YUKON ET DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST EN PÉTROLE—LES MESURES ENVISAGÉES

M. Erik Nielsen (Yukon): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre au nom des milliers de Canadiens que le problème actuel intéresse peut-être un peu plus que le Canadien moyen et pour plus longtemps. Les Territoires du Yukon et du Nord-Ouest sont dans une tout autre situation, en ce qui concerne l'approvisionnement en mazout et autres carburants essentiels dans le Nord. Quelles mesures le gouvernement prend-il pour assurer des approvisionnements constants aux prix et aux niveaux actuels, notamment dans ces régions septentrionales?